



Direction des affaires juridiques
Cellule marchés publics
Avenue Côte de Nacre
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

DOCUMENT DE CONSULTATION PROCEDURE ADAPTEE n° 2024-155

En application des articles L2123-1 et R2123-1 1°
du Code de la commande publique

Acheteur public :

Frédéric VARNIER
Directeur général du CHU Caen Normandie

Objet : Enseignement de l'anglais aux étudiants de l'IFSI et formation du personnel médical à l'américain parlé au CHU Caen Normandie.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : lundi 23 DECEMBRE
2024 à 12H00**

1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Direction des achats
Avenue Côte de Nacre
CS 30001
14033 CAEN CEDEX 9
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

INTERLOCUTEUR ADMINISTRATIF :
DAJ - Cellule marchés publics
Maryse FERET, rédacteur marchés
Courriel : feret-m@chu-caen.fr

INTERLOCUTEURS TECHNIQUES :
Direction des achats
Mélanie DELANGLE - acheteur
Courriel : delangle-m@chu-caen.fr

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats doivent faire parvenir au plus tard **huit (8) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie dématérialisée par l'intermédiaire de la fonctionnalité « **2 QUESTIONS** » via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> après que le candidat se soit identifié.

Une réponse sera alors adressée, par voie dématérialisée, à tous les candidats ayant retiré le DCE, **quatre (4) jours** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

2. OBJET

Le marché a pour objet **l'enseignement de l'anglais à destination des étudiants de l'institut de formation en soins infirmiers et de l'américain parlé s'agissant du personnel médical du CHU Caen Normandie** (CHU de Caen).

Le contexte et les spécifications techniques sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La consultation est organisée selon **une procédure adaptée** conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 3° du Code de la commande publique.

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG / PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021 s'appliquent au présent marché

- Décomposition en lots : *oui / ~~non~~*

La présente consultation comporte deux (2) lots :

- **Lot n° 1** : Enseignement de l'anglais aux étudiants de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers du CHU Caen Normandie
- **Lot n° 2** : Enseignement de l'américain parlé à destination du personnel médical du CHU Caen Normandie
- Les variantes sont interdites

4. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

4-1 - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est téléchargeable gratuitement, jusqu'à la date limite de remise des offres sur le profil acheteur du CHU de Caen : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'identification des candidats n'est pas obligatoire. *Cependant, il leur est **vivement conseillé** de s'identifier sur le portail, ils devront pour cela créer un compte via le menu « Votre espace » afin d'obtenir un couple identifiant/mot de passe et ce afin d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.*

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le CHU de Caen, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe^R Acrobat^R (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip).

Les formats de fichiers envoyés et acceptés par le CHU de Caen sont les suivants : ZIP, JPEG, DOCX, XLSX, PDF.

4-2 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Chaque dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Document de Consultation et son annexe (règles de nommage des fichiers)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Un acte d'engagement (ATTRI1)
- Les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire
- Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2)

4-3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents listés ci-après. Les soumissionnaires ont la possibilité d'utiliser le DUME acheteur présent dans la consultation ou bien celui disponible gratuitement à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Si celui-ci a déjà été transmis lors d'une précédente consultation et tant que les informations présentées demeurent valables, les soumissionnaires sont dispensés de ce nouvel envoi.

A défaut de présentation d'un DUME, les soumissionnaires auront à produire un dossier complet, rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

➤ **Les pièces relatives à l'appréciation de la candidature :**

- La lettre de candidature (formulaire DC1)
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIRET)
- La déclaration du candidat ou formulaire « DC2 », présentant les renseignements permettant d'évaluer son aptitude à exercer l'activité et ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, à savoir :
 - o L'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement ;
 - o La liste de références équivalentes à celles de la présente consultation ;
 - o Les certificats de qualifications professionnelles, la preuve de la capacité du soumissionnaire pouvant être apportée par tout moyen.
- *Le cas échéant*, le soumissionnaire pourra joindre à sa proposition les pièces mentionnées à l'article 4-8 du présent document.

En cas de **groupement d'opérateurs économiques**, chacun des membres fournira l'ensemble des pièces ci-dessus énumérées.

Si le soumissionnaire est un groupement conjoint, il est demandé que le mandataire soit solidaire. Par ailleurs, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le titulaire pourra être tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après l'attribution.

Le soumissionnaire a la possibilité de présenter une offre en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Enfin, en cas de **sous-traitance**, le soumissionnaire complètera un formulaire « DC4 » et joindra les documents requis par le présent document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant envisagé.

➤ **Les pièces relatives à l'offre :**

- L'acte d'engagement daté et signé électroniquement*
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire
- La note méthodologique décrivant les modalités techniques d'exécution des prestations compte tenu des exigences fixées par le CCTP et précisant notamment :

- La composition de l'équipe dédiée à l'exécution du marché : profil, qualification, habilitation formateur par Cambridge University ou équivalent (lot 2), expérience et CV des enseignants qui assureront l'enseignement,
 - Le calendrier prévisionnel d'intervention,
 - Le lieu de déroulement de la prestation, les méthodes, moyens et matériels pédagogiques mis en œuvre pour l'exécution des prestations,
 - Le programme proposé en adéquation avec le besoin exprimé,
 - Les délais d'exécution : précision du délai nécessaire au titulaire pour prévoir le décalage ou le report d'un cours,
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement n'est plus obligatoire.

La signature de l'acte d'engagement (ATTRI1) pourra être réalisée de manière électronique ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique. (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23784>)

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature utilisé doit répondre aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Seuls les certificats de signature électronique conformes au règlement [eIDAS](#) sont autorisés ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Si le soumissionnaire ne dispose pas de la signature électronique, il devra faire parvenir au CHU de CAEN un document signé manuscritement de manière originale.

4-4 - DELAI MINIMUM PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE

Le délai est **de 90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

4-5 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont **impérativement** et **exclusivement** transmises par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.

L'offre dématérialisée devra être présentée conformément aux dispositions mentionnées en annexe.

4-6 – CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre « économiquement la plus avantageuse » sera appréciée au regard des critères suivants pondérés, après négociation, avec les auteurs des trois (3) offres les mieux classées.

S'agissant des deux lots :

- 1) **Valeur technique : 60 %**, appréciée au vu de la note méthodologique eu égard à :
 - Composition de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations : profil, qualifications, expérience des enseignants : 20%
 - Adéquation de l'offre d'enseignement au besoin exprimé et au public concerné : 15%
 - Pertinence de la méthode pédagogique et du calendrier prévisionnel : 15%
 - Souplesse d'intervention au regard des contraintes du CHU : 10%

2) **Prix : 40 %**

La note relative au critère financier sera calculée, en euros TTC, de la manière suivante :

(Prix le plus bas / Prix de l'offre analysée) X 20 puis pondérée

Le cas échéant, le CHU de Caen pourra décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les offres inappropriées au sens de l'article L2152-4 du Code de la commande publique ne pourront faire l'objet d'une étude et seront éliminées.

4-7 – DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

Le CHU de Caen limite à trois (3) le nombre de soumissionnaire admis à participer à la négociation :

- Si le nombre de soumissionnaires ayant remis une offre appropriée est inférieur à trois (3), le CHU de Caen pourra envisager une négociation avec les seuls candidats sélectionnés.
- Si le nombre de candidats ayant remis une offre appropriée est supérieur à trois (3), le CHU de Caen sélectionnera les candidats au terme du classement établi sur la base des critères de sélection des offres fixés ci-dessus.

La négociation pourra porter sur tout ou partie des éléments de l'offre et s'engagera avec le rédacteur de l'offre, **par téléphone et courriel, à l'adresse mentionnée par le soumissionnaire dans sa proposition.**

A l'issue des négociations le soumissionnaire formalisera sa proposition finale par courriel ou par voie dématérialisée via la plateforme PLACE dans le délai et selon les modalités fixés par l'acheteur. A défaut, seule l'offre initiale sera prise en compte.

4-8 – PREUVE DE LA SITUATION DU SOUMISSIONNAIRE AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

Conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve de la vérification par le CHU de CAEN de la régularité des attestations et certificats énumérés ci-dessous, délivrés par les administrations ou organismes compétents :

- Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le soumissionnaire a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales.**

A défaut, sera transmis un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire.

5. LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent document de consultation
- 4) Le CCTP
- 5) Le CCAG / PI
- 6) La réponse technique du titulaire

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

6. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

Les marchés prennent effet à compter de la notification, et sont valables jusqu'en 2027, comme suit :

- **S'agissant du lot 1** : la période 2024-2025 débutera à la date de notification du marché jusqu'au 31 août 2025. Pour les périodes suivantes, les prestations s'exécuteront à compter du 1^{er} septembre jusqu'au 31 août de l'année suivante. Le marché prendra fin au 31 août 2027.
- **S'agissant du lot 2**, la période 2024-2025 débutera à la date de notification du marché jusqu'au 14 octobre 2025. Pour les périodes suivantes, les prestations s'exécuteront à compter du 15 octobre au 31 octobre de l'année suivante. Le marché prendra fin au 14 octobre 2027.

A titre indicatif, il est prévu de notifier le marché semaine 4

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU de CAEN. Cette transmission est effectuée via le profil acheteur du CHU de CAEN.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur dans les plus brefs délais.

Les dates d'intervention mentionnées dans le calendrier définitif, arrêtées conjointement entre les parties, doivent être respectées. En outre, le délai de « réactivité » défini par le titulaire dans son offre, en cas de report de cours, doit être respecté.

Si le calendrier prévisionnel est modifié, tenant compte du délai nécessaire au titulaire pour s'organiser selon le délai fixé dans l'offre, le décompte du délai d'exécution part, à compter de la date modifiée.

Le manquement à ces obligations déclenche l'application de pénalités prévues à l'article 12.5 du présent document.

7. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification autres que celles mentionnées ci-dessous sont exécutées, conformément au chapitre VI - *CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS*, du CCAG / PI.

Les prestations faisant l'objet des présents marchés sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations des marchés.

Les opérations de vérification quantitative consistent à contrôler la conformité entre la quantité exécutée et celle indiquée au marché.

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents du CHU de Caen désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations avec les spécifications techniques du marché.

Le titulaire établit une synthèse mensuelle des interventions effectuées, ainsi que des participants. A réception dudit document (adressé par courriel, télécopie ou courrier), le CHU de Caen dispose d'un délai de **21 jours** pour procéder au contrôle des prestations réalisées.

8. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8-1 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

Le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ; il englobe aussi tous les frais afférents à l'accomplissement de la prestation, qu'il s'agisse de documents de préparation, de frais généraux, de transport, d'hébergement, de formation des intervenants, d'assurances, de conception et rédaction des supports pédagogiques.

Il inclut, en autres sujétions, les marges pour risque, les marges bénéficiaires, les frais de gestion et notamment les sujétions afférentes à tout changement de planning à la demande du CHU ainsi que les évaluations des élèves et corrections de celles-ci. Aucun autre frais lié à ces prestations, et qui ne ferait pas l'objet d'une prestation supplémentaire demandée expressément par l'établissement, ne pourra être facturé par l'organisme.

Les marchés sont traités à prix forfaitaire par période scolaire.

Les prix seront ajustés à compter du 1^{er} septembre 2026, s'agissant du lot 1 et à compter du 15 octobre s'agissant du lot 2.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo = décembre 2024).

Le prix de règlement des marchés sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par la fédération professionnelle SYNTEC ([sur le site de la Fédération Syntec](#)). Selon la formule suivante :

$$P_A = P_o \times (S_n / S_o)$$

Dans laquelle :

P_A = Prix ajusté

P_o = Prix de référence

Le prix de référence est, pour la première année le prix d'origine ; pour les années suivantes, le prix ajusté (P_A) de l'année précédente.

S_o = Indice Syntec « révisé » publié au mois M de la précédente révision.

S_n = dernier indice Syntec « révisé » publié, en juin s'agissant du lot 1, et en juillet s'agissant du lot 2, de l'année d'ajustement.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix, il lui appartient de les communiquer **un mois** avant la date anniversaire, sans aucune intervention de l'établissement hospitalier, ainsi que toutes justifications utiles. A défaut, les prix antérieurs seront maintenus.

8-2 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Le paiement de la facture est mis en œuvre dans les délais prévus par les règles de la comptabilité publique (soit 50 jours).

Le mode de règlement est le mandat administratif.

En cas de paiement d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une somme forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera également versée.

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier Principal du CHU de Caen.

8-3 – TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire devra utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET qui identifie le CHU de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services du CHU de Caen
- Le numéro d'engagement communiqué par le CHU de Caen sur demande.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

9. **GARANTIE**

Sans objet

10. **AVANCE et ACOMPTES**

Sans objet

11. **RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

12. EXECUTION DES MARCHES

12-1 – EQUIPE D'INTERVENTION

Le titulaire fournit, dès la notification des marchés, les références de(s) l'intervenant(s) ainsi que l'identité du responsable pédagogique affecté au CHU de Caen.

Cette liste est tenue à jour, au gré des changements d'affectation qui pourraient intervenir en cours d'exécution des marchés, avec copie des diplômes particuliers nécessaires à l'exécution des prestations. La bonne exécution des marchés dépend essentiellement de la ou des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite.

Le calendrier d'exécution pour les périodes 2025-2026 et 2026-2027 est établi conjointement, avec une marge de concertation limitée au regard du programme de formation et des disponibilités des praticiens (lot 2) suivant la formation.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG / PI, si un consultant et/ou le responsable pédagogique désigné(s) n'étaient plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit en aviser, sans délai, l'établissement et proposer un ou des remplaçant(s) présentant des qualifications et compétences au moins équivalentes, dans un délai de quinze jours à compter de l'information du CHU.

Ainsi, les enseignants désignés par le titulaire pour réaliser les prestations objet des présents marchés sont ceux qui ont été présentés par le titulaire dans sa proposition. Le remplacement de ces enseignants est soumis à l'accord préalable du CHU de Caen.

La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation des marchés telle que prévue à l'article 11.5 du présent document de consultation, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément du CHU de Caen.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le CHU de Caen se réserve le droit de demander au(x) titulaire(s) la récusation d'un enseignant qui s'avère inadapté à l'exécution des prestations telles que décrites dans le présent document et dans le CCTP.

Le titulaire prend en compte les griefs avancés par le CHU de Caen et, si cela s'avère nécessaire, procède au remplacement de l'enseignant concerné dans les plus brefs délais ou au plus tard 2 semaines après la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, sauf en cas de force majeure.

12-2 – PRESENCE DES ETUDIANTS

Le titulaire s'assure en permanence de la présence des étudiants, et informe le CHU de Caen ou l'ISFI de tout accident et/ou incident intervenu lors des cours.

12-3 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations techniques, financières ou organisationnelles auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution des présents marchés.

Il s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants ainsi qu'à restituer, sans délai, à l'issue du marché public, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments, outils que lui aurait confiés le CHU de Caen.

Le titulaire reconnaissant, par avance, que toute divulgation lèserait gravement les intérêts du CHU de Caen, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière, que ce soit sans son accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire est tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité du CHU, qui lui sont communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assure donc la protection de toute information et tout document qui lui sont confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme des présents marchés publics, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait du CHU ou d'un tiers.

12-4 – MODIFICATION DU MARCHE

La liste des cas de modifications des marchés en cours d'exécution est indiquée à l'article L2194-1 à 9 du Code de la commande publique.

Si la réglementation (réforme du référentiel de formation) concernant l'une des missions dévolues au titulaire dans le cadre des marchés devait changer pendant leur durée d'exécution, le contenu des prestations pourrait évoluer en conséquence, sans dépasser 20 % du montant du marché.

12-5 – PENALITES DE RETARD OU POUR MAUVAISE EXECUTION

Le CHU de Caen se réserve le droit d'appliquer, sans mise en demeure préalable :

- Une pénalité forfaitaire de 100 euros :
 - En cas de mauvaise exécution des prestations, formation non assurée,
 - En cas de turn-over dans les formateurs affectés, au-delà de 3 changements de formateurs dans l'année.
- Retard dans les horaires de dispense de cours : une pénalité de 20 euros par 10 minutes de retard constaté sera appliquée ; au-delà de 11 minutes de retard le cours dispensé ne sera pas facturé.
- Absence d'enseignement non prévue et pour laquelle aucune information au cours des 24 heures précédentes le cours, n'a été signalée aux responsables, et au maximum 3 heures avant le cours, une pénalité de 50 euros sera appliquée
- En cas de non-respect du taux de réussite à l'examen, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée comme suit :
 - 65 % < Taux < 75 % : 50 euros,
 - 55 % < Taux < 64 % : 100 euros,
 - 45% < Taux < 54% : 200 euros,
 - 0% < Taux < 44% : 500 euros.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché public.

12-6 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et/ou pour les quantités fixées à aux marchés, ou bien encore n'exécutera pas dans une qualité recevable, le CHU de Caen **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 10 jours.

12-7 – VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALAIRE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des marchés, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. A défaut, il sera procédé à la résiliation du marché, sans indemnité.

13. RESILIATION

La résiliation du marché est susceptible d'intervenir dans les cas et les conditions prévus par les articles 36 à 42 du CCAG / PI sous réserve des dispositions suivantes.

Le contrat pourra également être résilié, sans indemnité :

❖ **Sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 39 du CCAG / PI :**

- en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis,

- lorsque le titulaire déclare ne pouvoir exécuter ses engagements contractuels.

❖ **Après mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours ouvrés :**

- en cas de non-respect répétés des délais d'intervention
- en cas de mauvaise exécution de la prestation ou de défaillance du titulaire.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU de Caen, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

Enfin, compte tenu de l'appartenance du CHU de Caen au GHT NORMANDIE CENTRE, si la prestation objet des présents marchés fait l'objet d'une mutualisation, ceux-ci pourront être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 29 CCAG / PI, aucune indemnité ne sera due.

14. RECOURS AUX MARCHES SIMILAIRES

Le CHU de Caen pourra recourir à la conclusion d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire du présent marché pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

* *
*

NOTE DE PROCEDURE RELATIVE AUX REPONSES ELECTRONIQUES

PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »

I - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les candidatures et les offres pourront être transmises par voie électronique **exclusivement** sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.

A l'exception de la copie de sauvegarde (cf. point III).

1.....Outils requis pour effectuer la réponse électronique

Le soumissionnaire doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ici, en plus de ses logiciels bureautiques habituels :

- **Une machine virtuelle Java** (Java Runtime Environment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 et supérieure, version 5 : JRE 1.5.0_06 et supérieure, ou version 6 : JRE 1.6.0_01 et supérieure). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).

2.....Présentation des fichiers de réponse

Les soumissionnaires veilleront, autant que possible, à ne transmettre que des éléments ayant trait à l'objet de la consultation ; Ainsi, les activités non directement concernées n'ont pas à être spécifiées et détaillées dans les pièces transmises.

Les soumissionnaires veilleront à transmettre une quantité d'annexes mesurée.

Le manuel d'utilisation du candidat est disponible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

Afin de déposer sa réponse, le candidat doit se connecter au site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et s'identifier avec son compte (couple identifiant/mot de passe). Il accède à son Espace puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée (cliquez sur **⑤** Dépôt). Le soumissionnaire procède alors à l'opération de dépôt des fichiers en suivant les instructions de la plate-forme.

A noter qu'il n'est pas nécessaire de déposer un fichier compressé (au format ZIP par exemple). Le site Internet compressera de lui-même les fichiers déposés avant leur envoi sur le réseau Internet.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme.

Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, l'offre doit être transmise en une seule fois. A défaut, seule la dernière offre réceptionnée sera ouverte.

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé.

3.....Plis volumineux

Il est indiqué au soumissionnaire que la plate-forme ne présente pas de limite concernant la taille des documents à transmettre mais que **la durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.**

En tout état de cause, la transmission complète devra intervenir avant les dates et heures limites de réception mentionnées en 1^{ère} page, sous peine d'élimination.

4.- Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, **le soumissionnaire est invité à respecter si possible le modèle de présentation et l'indexation des documents comme indiqué ci-dessous et dans l'annexe "Nommage des fichiers »**

Le nom des fichiers se composent de 3 parties séparées par « _ », comme suit : **DD_XXXX_FFFF**

| | |
|-------------|---|
| DD | abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique) |
| XXXX | nom de la pièce (se reporter à l'indexation de l'ANNEXE) |
| FFFF | nom du fournisseur |

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé.

Le cas échéant, les cadres de réponse / questionnaires obligatoires doivent impérativement être complétés et ne pas uniquement faire référence à des renvois.

Enfin, les soumissionnaires apporteront une attention particulière lors de la formalisation des annexes financières. La trame de base ne sera pas modifiée et les fichiers seront transmis au format tableur, exploitable informatiquement.

II - TRAITEMENT DES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS (VIRUS)

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux candidats que, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le CHU de Caen peuvent faire l'objet d'une réparation.

Le CHU de Caen conserve alors la trace de la malveillance du programme et, s'il décide de tenter une réparation, conserve également la trace des opérations de réparation réalisées.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le soumissionnaire ne doit utiliser ni les exécutables notamment les « exe », « com », « bat », « pif », « vbs », « scr », « msi », « eml » ni les « macros ».

Les antivirus utilisés au CHU de Caen sont SYMANTEC ANTIVIRUS (serveur mis à jour quotidiennement), présent sur tous les micro-ordinateurs de l'établissement, et TREND MICRO INTER SCAN (mise à jour toutes les heures) pour toutes les informations amenées par messagerie ou Internet.

Si la récupération des fichiers n'est pas possible ou s'ils n'ont pas fait l'objet d'une réparation, et si le soumissionnaire a transmis dans les conditions spécifiées ci-après, une copie de sauvegarde, celle-ci sera ouverte par le CHU de Caen.

III - COPIE DE SAUVEGARDE

Le soumissionnaire dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse électronique. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée au CHU de Caen.

La copie de sauvegarde sera impérativement envoyée au CHU de Caen, à l'adresse et dans les délais indiqués en 1^{ère} page du présent document de consultation sur support papier ou sur support physique électronique.

Le **support physique électronique** est une alternative au support papier. Le CHU de Caen accepte les cd-rom, les dvd et les clés USB, tout autre support sera réputé non reçu.

Cette copie remise sous pli scellé, devra comporter obligatoirement la mention lisible, « **Copie de sauvegarde – MAPA « Enseignement anglais & américain »** ».

Les documents remis devront respecter précisément les exigences du présent document.

Cette copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve d'être parvenue dans les délais de dépôt :

- en cas de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans les documents électroniques transmis par le soumissionnaire
La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le CHU de Caen.
- en cas d'offre dématérialisée non parvenue dans les délais de dépôt
- en cas d'offre dématérialisée n'ayant pu être ouverte.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par CHU de Caen.

IV - « RE-MATERIALIZATION » DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Les documents transmis par voie électronique ou sur support physique électronique pourront être « re-matérialisés » après l'ouverture des plis. Les soumissionnaires sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement.
